

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Iran

Dossier

N° 64 du 22.12.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à Part

Ahmadinejad demande la levée des sanctions contre l'Iran.

Nucléaire/Iran: le scénario irakien "très probable".

Henri Guirchoun et Vincent Jauvert : La guerre secrète contre le programme nucléaire iranien.

Au jour le jour

Attentats de Téhéran: Ahmadinejad accuse Israël et l'Occident

Arrestation en Iran des assassins présumés d'un scientifique nucléaire

La RII décline la proposition américaine.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Affaire Stuxnet : La cyberguerre a commencé.

2 Brèves

2-1 S-300 pour l'Iran: les USA apprécient le sacrifice de la Russie.

2-2 Corée, Afghanistan, Iran : Pressions pour un durcissement de la politique de Washington

2-3 "Dubai n'interrompra jamais ses échanges économiques avec l'Iran",

2-4 Priorité turque: consolider ses liens avec l'Iran.

2-5 Exportation de matériel nucléaire vers l'Iran.

3 Dossier & Point de vue

3-1 Nucléaire: l'Iran déterminé malgré attentats et attaques informatiques.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 "Israël" n'est pas un partenaire de paix, l'Iran soutient la cause arabe.

4-2 Nucléaire: reprise des négociations entre l'Iran et les Six à Genève.

4-3 Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères : « la Chine soutient une approche constructive à l'égard du dossier nucléaire. »

4-4 Nucléaire iranien: la Grèce appelle à poursuivre les négociations.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

5-1 Michel Chossudovsky : nucléaire préemptive contre l'Iran.

5-2 Fredrik Dahl : Faut-il transiger avec l'Iran pour trouver un accord ?

6 Histoire

6-1 L'Iran s'émancipe

7 Manipulation de l'opinion :

7-1 Yediot Ahranot: "Une base militaire iranienne au Venezuela avant 2011".

Tiré à Part.

Ahmadinejad demande la levée des sanctions contre l'Iran.

Mahmoud Ahmadinejad a déclaré ce mardi que les discussions entre l'Iran et le groupe P5+1 [qui réunit les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU - Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie – plus l'Allemagne] porteront leurs fruits en cas de levée préalable des sanctions frappant la République islamique.

«En mettant de côté toutes les mauvaises décisions ainsi que vos manières inconvenantes, en supprimant toutes ces résolutions (punitives) qui n'ont aucun impact sur le peuple iranien, en mettant de côté et en annulant toutes les restrictions que vous avez mises en place (...). Si vous entamez le dialogue après avoir agi de la sorte, les pourparlers porteront sans nul doute leurs fruits», a déclaré à l'adresse des Six le chef de l'Etat iranien dans un discours télévisé retransmis sur Press TV.

Reuters

07.12.10

<http://www.20minutes.fr/ledirect/635015/monde-ahmadinejad-demande-levée-sanctions-contre-iran>

Nucléaire/Iran: le scénario irakien "très probable".

La crise liée au programme nucléaire iranien a de grandes chances d'évoluer selon le "scénario irakien", c'est-à-dire de déboucher sur un règlement armé, a estimé jeudi Nikolaï Novikov, un expert de l'Institut russe des recherches stratégiques.

"Les efforts de Téhéran pour poursuivre son programme atomique augmentent le risque de destruction armée de ses sites nucléaires. Une réédition du scénario irakien est très probable", a indiqué le spécialiste au lendemain d'une table ronde sur le thème "Sécurité de la Russie: facteur nucléaire".

D'après M. Novikov, les autorités iraniennes sont inflexibles dans leur décision de mettre au point des sites embrassant l'ensemble du cycle du combustible nucléaire. Les experts occidentaux sont particulièrement préoccupés par le programme d'enrichissement d'uranium mené par l'Iran et par la construction du réacteur de recherche à eau lourde IR-40.

"Si Téhéran réalise ces programmes, il sera potentiellement capable de produire des quantités non négligeables de matériaux nucléaires de qualité militaire", a ajouté le spécialiste russe.

La communauté internationale réagira en détruisant les sites nucléaires iraniens, estime l'expert.

Alléguant l'existence d'armes de destruction massive en Irak, Washington et ses alliés y ont mené en mars 2003 une opération militaire de grande envergure, qui a débouché sur la chute du régime de [Saddam Hussein](#).

26 Novembre

<http://fr.rian.ru/>

Henri Guirchoun et Vincent Jauvert : La guerre secrète contre le programme nucléaire iranien.

Attaques informatiques, sabotages, exfiltrations de transfuges... Alors que demain s'ouvrent à Genève de nouvelles négociations entre l'Iran et le groupe des P5+1, voici l'enquête qu'Henri Guirchoun et moi-même publions cette semaine dans le "Nouvel Observateur" à propos de la guerre secrète contre le programme nucléaire iranien.

C'est un ver à deux têtes - un virus informatique qui pourrait changer la face du monde. On l'appelle Stuxnet. On l'a découvert en juin dernier mais il agit depuis un an et demi. Il est programmé pour une mission diabolique : s'insinuer dans l'alimentation électrique de certains moteurs. Il en prend le contrôle, puis les rend fous. Il les fait tourner de manière erratique, de plus en plus vite, jusqu'à l'explosion. Après son forfait, il rétablit le courant normal, pour ne pas laisser de trace. Tel un tueur à gages, un 007 informatique.

Selon une étude récente, Stuxnet a une cible étonnamment précise : les moteurs qui marchent de 807 à 1 210 hertz et sont gérés par un système Siemens. Des moteurs qui ne se trouvent que dans un seul type d'engin : les centrifugeuses installées dans l'usine de Natanz, en Iran - des milliers de machines qui enrichissent de l'uranium et dont le Conseil de Sécurité exige l'arrêt, redoutant qu'elles ne fassent partie d'un programme militaire clandestin. Selon toute vraisemblance, le ver est donc un outil de sabotage destiné à désorganiser Natanz et à ralentir la République islamique dans sa (probable) course à la bombe.

Mission accomplie ? En octobre, le vice-président iranien a révélé qu'un virus s'était attaqué aux installations atomiques de son pays en infectant plus de 30 000 ordinateurs. Le 29 novembre, le président Ahmadinejad a reconnu qu'il s'agissait d'un virus et que quelques centrifugeuses avaient été mises « hors service ». Mais il a affirmé que les dégâts avaient été minimes et maîtrisés. A-t-il sous-estimé les dommages ? L'Agence internationale à l'Energie atomique écrit que, le 16 novembre, la moitié de l'usine de Natanz (des milliers de

machines) était à l'arrêt, ce qui n'était jamais arrivé depuis sa mise en route en 2006. Au siège de l'AIEA, des diplomates soutiennent que Stuxnet est la cause de cette gigantesque avarie. Un spécialiste mondial de la criminalité informatique, Ralph Langer, affirme que « *cette attaque a nécessité des années de préparation* » et que « *seul un Etat* » a pu monter une telle opération. Lequel ?

Stuxnet est-il né en Israël, au nord de TelAviv, comme on le dit ? Non loin des QG du Mossad et de l'armée, dans l'un de ces buildings ultramodernes où une kyrielle de sociétés high-tech ont leur siège ? Il y a des raisons de le penser. « *La plupart de ces firmes ont été fondées par des petits génies de l'informatique qui ont fait leurs classes dans l'unité du renseignement militaire chargée de la cyberguerre et des écoutes, la 8200. Comme tout le monde, ils effectuent leurs périodes de réserve et restent donc opérationnels...* », explique Aharon B., lui-même ancien du renseignement.

Au-delà des hypothèses sur Stuxnet, une certitude : tous les services occidentaux mènent une guerre secrète très active contre le programme atomique iranien. Depuis la découverte du site de Natanz en 2002, c'est, pour eux, une mission prioritaire. Dans son dernier livre, le journaliste Bob Woodward révèle la liste des opérations clandestines commanditées par l'administration Bush et toujours en cours. Elles sont classées par ordre d'importance. Les actions de la CIA visant « *à stopper ou à gêner* » les activités nucléaires de la République islamique arrivent en deuxième position, juste derrière les opérations contre Al-Qaida. Même chose au MI6 britannique. Le 28 octobre, son patron, sir John Sawers, est sorti de sa réserve légendaire justement pour parler de l'Iran. Le maître-espion a fait sensation en déclarant publiquement qu'il était nécessaire de « *mener des opérations conjointes de services de renseignement pour rendre plus difficile [à Téhéran] le développement de l'arme nucléaire* ».

Au nom de cette mission historique, c'est l'union sacrée de tous les agents secrets. Même en Israël. « *L'affaire iranienne a entraîné une révolution culturelle au sein de l'Aman [le renseignement militaire] et du Mossad, explique le journaliste Ronen Bergman, qui prépare un livre sur les opérations secrètes du Mossad. Leurs chefs ont décidé de coopérer pleinement avec des services étrangers, amis ou non, contrairement à la doctrine traditionnelle qui privilégie le travail en solo.* » En France aussi, l'entente cordiale prévaut. « *Le nucléaire iranien est l'un des rares sujets, avec le terrorisme, à propos duquel il n'y a pas de guéguerre entre la DGSE, la DRM et la DCRI, mais au contraire une coordination exemplaire, au plus haut niveau* », explique l'expert François Heisbourg, qui suit ces questions sensibles.

Une solidarité inédite

Une opération est emblématique de cette collaboration sans précédent : la découverte, dans la montagne de Qom, d'une seconde usine d'enrichissement. « *Cela a cristallisé la solidarité internationale contre le programme nucléaire militaire iranien* », confie l'ancien patron du Mossad, Ephraïm Halevy.

Tout commence en 2003. En analysant les clichés du satellite militaire français Hélios et en les croisant avec des images radars américaines, les photos- interprètes de la DGSE (« *une petite unité d'une douzaine de personnes* » selon Philippe Vasset, le rédacteur en chef d'« Intelligence Online ») repèrent les premiers travaux. Ils ne savent pas encore de quoi il s'agit. Ils transmettent l'information aux services alliés. Le Mossad réussit à recruter une source impliquée dans cette construction.

La taupe fournit des photos de l'intérieur du site, des tunnels. On hésite sur leur destination. Tout s'éclaire en 2007. « *Un autre service [probablement le MI6] a mis la main sur la liste des commandes passées pour ces tunnels : des valves, des tuyauteries en alu, des appareils de mesure de pression...* », raconte un officiel français. *Il n'y avait pas de doute : les Iraniens avaient l'intention d'y installer une usine clandestine d'enrichissement.* » Une bombe !

Lorsqu'il s'agit de révéler cette découverte au monde, là encore, c'est l'union sacrée. Au début de l'été 2009, juste après la réélection truquée d'Ahmadinejad, l'Elysée veut rendre public le « dossier Qom ». Mais, au même moment, une source du MI6 dans le tunnel se fait repérer par le contre-espionnage iranien et exécuter. Inquiets pour leur propre taupe sur place, les Israéliens demandent que l'on reporte cette publication. Ce n'est qu'en septembre, en marge du sommet de Pittsburg, qu'Obama, Brown et Sarkozy révèlent ensemble l'affaire, affichant une solidarité inédite de leurs services secrets. Entre-temps, la source israélienne a été exfiltrée via la Turquie - où, jusqu'à sa fermeture récente à cause du refroidissement des relations entre Jérusalem et Ankara, le Mossad disposait de son poste le plus important à l'étranger. Il fallait absolument la sauver, pour ne pas décourager les autres.

Dans cette guerre de l'ombre, rien n'est plus important que le recrutement de taupes et de transfuges. Au début, le BND - service de renseignement allemand - réussit les plus beaux coups. En 2002, il parvient à retourner un homme d'affaires iranien - nom de code « Dauphin » - dont l'entreprise participe à la construction de Natanz. L'homme fournit des détails sur le site. Il met aussi la main sur des rapports secrets concernant les recherches nucléaires militaires, qu'il recopie sur son ordinateur portable. Il espère les monnayer auprès du BND pour obtenir un jour l'asile politique. Mais en 2004, l'homme est démasqué par le contre-espionnage iranien et tué. Sa femme a le temps de s'enfuir via la Turquie en emportant l'« assurance-vie » de son mari. Grâce aux 1 000 pages de documents contenues dans l'ordinateur de « Dauphin », les services occidentaux, puis l'AIEA, apprennent que les Iraniens ont commencé à travailler sur des têtes nucléaires.

En 2005, la CIA prend la relève du BND, dont le réseau iranien est décimé. Le patron de l'Agence, Porter Gross, lance le programme Brain Drain visant à retourner des scientifiques et hauts gradés iraniens. Ils misent sur leurs contacts avec leur famille à l'étranger, à Los Angeles, Dubaï, Paris ou Toronto. Avec l'aide du Mossad, la CIA

établit une liste de dizaines de « défecteurs » potentiels, à commencer par ceux qui ont séjourné en Occident. Le général Ali Reza Asgari en fait probablement partie. Il a étudié aux Etats-Unis dans les années 1970. Vice-ministre de la Défense et conseiller du président modéré Khatami, il est mis sur la touche en 2004, après la première élection d'Ahmadinejad. Il est mûr pour Brain Drain. Trois ans plus tard, il disparaît lors d'un voyage privé, toujours en Turquie, vraisemblablement après une opération d'exfiltration menée par la CIA et le Mossad. « *Son débriefing a permis une avancée capitale sur le programme nucléaire* », explique Aharon B..

Outils de désinformation

Le jeune chercheur Shahram Amiri fait, lui, défection lors d'un voyage en Arabie Saoudite, en juin 2009. Selon le «Daily Telegraph », il est interrogé par la CIA quelque part dans l'Arizona. Il révèle que l'université où il travaillait à Téhéran est, en fait, le QG du programme nucléaire militaire. Les services secrets américains lui auraient versé 5 millions de dollars. Mais disait-il la vérité ? Etait-il un agent double ? Quatorze mois après sa défection, il retourne à Téhéran. Le doute s'installe sur la valeur de ces transfuges tant désirés, qui peuvent devenir de puissants outils de désinformation au service du régime iranien. Cela n'arrête pas le Brain Drain. Le 9 octobre, le vice-président iranien est contraint de reconnaître que plusieurs personnes qui travaillaient dans les installations nucléaires ont été récemment recrutées par des services occidentaux. Menaçant, il ajoute que la plupart ont été exécutés pour haute trahison.

C'est une guerre à mort, des deux côtés. Le Mossad, la CIA et leurs alliés ont, semble-t-il, engagé une campagne d'assassinats ciblés de responsables du nucléaire iranien. On leur attribue plusieurs morts suspectes. Il est vraisemblable que certains groupes hostiles au régime central iranien - Kurdes, Azéris, Baloutchs - soient utilisés dans ces opérations, même s'ils sont sur la liste des organisations terroristes du Département d'Etat. En janvier 2007, un chercheur de 44 ans, Ardeshir Hassanpour, est retrouvé sans vie, après avoir inhalé trop de gaz toxique. Il travaillait à l'usine de conversion d'uranium d'Isfahan. Trois ans plus tard en janvier 2010, un professeur de physique, Masoud Ali Mohamadi, est tué à Téhéran par l'explosion d'une moto. Enfin, le 27 novembre, les voitures de deux experts nucléaires ont, selon la télévision iranienne, explosé simultanément à Téhéran. L'un d'eux serait décédé. Il était l'un des rares spécialistes de la séparation isotopique en Iran. Autant de décès bien étranges qui désorganisent le programme atomique.

Pour le retarder davantage encore, les services occidentaux ont développé d'autres d'outils, moins violents. Des résolutions de l'ONU interdisant la vente à Téhéran de certains matériaux et équipements clés, les Iraniens cherchent à s'approvisionner sur le marché noir. Pour piéger les trafiquants, les douanes américaines ont créé de fausses sociétés grâce auxquelles elles ont monté des opérations d'une sophistication rare. En 2007, l'un de ces James Bond des douanes, se faisant passer pour un homme d'affaires balte, donne rendez-vous à un intermédiaire iranien à Tbilissi, en Géorgie. La police locale cueille l'homme puis l'extrade aux Etats-Unis. De même, le service spécial des *customs* a permis à la police canadienne de mettre la main, en mars 2009, sur Mahmoud Yadegari. Depuis Toronto, ce jeune Irano-Canadien tentait d'acheminer à Téhéran, via la Malaisie, des *transducers*, des instruments de mesure indispensables dans une cascade de centrifugeuses. En janvier 2010, c'est un certain Kevin Chen qui est arrêté à Guam pour avoir vendu, via Hongkong et Taïwan, des détonateurs (et des pièces de missiles) à la République islamique.

Le programme nucléaire en difficulté

Il y a plus subtil encore : saboter le matériel acheté par l'Iran. Les opérations sont encore plus complexes. Les Suisses Tinner, le père et ses deux fils, travaillaient pour le réseau pakistanais d' Abdul Khan, qui vendait clandestinement des matériels nucléaires. Urs, le plus jeune des Tinner, a admis avoir été retourné en 2003 par les Américains. Dans une opération conjointe de la CIA, du MI6 et du Mossad, il a fourni à l'Iran des pompes à vide - des équipements nécessaires aux centrifugeuses - qui avaient été préalablement détraquées. «*Avant d'être envoyées à Téhéran, ces machines ont fait un petit détour*, raconte David Albright qui, à Washington, dirige une ONG spécialisée dans l'étude de la prolifération nucléaire. *Elles sont passées en catimini par Oak Ridge et Los Alamos, dans des labos atomiques américains où elles ont été sabotées.* » Selon Albright, c'est sans doute un intermédiaire du Lichtenstein qui les a finalement « refourguées » aux Iraniens...

Récemment, la guerre secrète a investi le champ diplomatique. L'administration américaine a décidé de convaincre les pays qui continuent de fournir l'Iran en matériels sensibles de s'abstenir. Depuis l'été et les dernières résolutions de l'ONU, un émissaire du Département d'Etat, Robert Einhorn, fait le tour des capitales en question avec, sous le bras, des lourds dossiers préparés par les services secrets. En octobre, il était à Pékin. Aux autorités chinoises, il a présenté une liste d'entreprises qui vendent à l'Iran des fibres de carbone, des jauges à pression ou des tubes en alliage très solide, autant de matériels interdits, indispensables aux usines d'enrichissement. Message implicite : si vous continuez de laisser faire, on le fera savoir à la presse internationale, ce qui sera très mauvais pour votre image de pays responsable.

Au total, la guerre secrète sous toutes ses formes a eu l'effet recherché : le programme nucléaire iranien connaît des difficultés importantes. « *Leur usine d'enrichissement s'arrête, leurs cadres se font assassiner ou fuient à l'étranger et ils n'ont plus de quoi construire les milliers de centrifugeuses qu'ils avaient planifiées. Bref, il semble que nous soyons en train de réussir* », déclare Patrick Clawson, du Washington Institute for Near East Policy. François Heisbourg partage son optimisme : «*Avant, le temps jouait contre nous ; maintenant, il joue contre l'Iran.* »

Est-ce à dire que l'Iran est sur le point de renoncer à ce programme ? «*Je ne le crois pas du tout*, dit Olli Heinonen, l'ancien chef des inspecteurs de l'ONU, qui a rejoint l'université de Harvard cet été. *La preuve : les Iraniens cherchent à construire d'autres usines d'enrichissement dans des endroits secrets. Pour brouiller les pistes et rendre la tâche plus difficile aux services occidentaux, ils creusent des tunnels en de nombreux lieux.* » Il ajoute que l'AIEA dispose d'informations très précises et non encore publiées sur de possibles travaux de

militarisation de l'atome en cours à Téhéran, y compris des photos. Un officiel français, au fait du sujet, confirme ces informations. Il dit aussi que la Corée du Nord pourrait fournir à l'Iran le matériel dont il a besoin et qu'il n'arrive plus à se procurer.

Cependant, dans l'administration Obama, certains pensent que, pour l'instant, les activités nucléaires iraniennes sont sous contrôle. « *Ils nous disent que, grâce à leurs réseaux d'espionnage technique et humain, ils savent tout ce qui se passe dans les installations atomiques iraniennes et que, si Téhéran commençait à construire une bombe, ils seraient prévenus sous quatre jours* », raconte un homme qui est souvent briefé par la Maison-Blanche. Si bien que l'administration Obama estime avoir plus de temps que prévu pour la diplomatie. Combien ? Les pessimistes disent un an, les autres peut-être deux. Et si cela ne marche pas ? Les uns pensent qu'on devrait accepter l'idée d'un Iran nucléaire et tout mettre en place pour le contenir. D'autres qu'il suffira d'intensifier la guerre secrète.

En Israël, on voit les choses autrement. « *A la fin des années 1970, le Mossad a lancé une série impressionnante d'opérations clandestines visant à retarder le programme nucléaire irakien, rappelle le journaliste Ronen Bergman. En 1979, dans les chantiers de La Seyne-sur-Mer, il a détruit la cuve d'un réacteur atomique avant sa livraison à Bagdad. Pourtant, trois ans après, Israël est parvenu à la conclusion qu'il n'y avait plus d'autre choix que de bombarder la centrale d'Osirak* » Sans le feu vert de Washington.

Henri Guirchoun et Vincent Jauvert

dimanche, 05 décembre 2010

<http://globe.blogs.nouvelobs.com/archive/2010/12/05/la-guerre-secrete-contre-l-iran.html#more>

Au jour le jour

Attentats de Téhéran: Ahmadinejad accuse Israël et l'Occident.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a accusé les services secrets israéliens et occidentaux d'être impliqués dans les attentats de Téhéran qui ont coûté la vie, lundi, à Majid Shahriari, physicien nucléaire et professeur à l'Université Shahid Beheshti, rapporte l'agence ISNA.

"Nul doute que les récentes attaques terroristes en Iran ont été organisées par le régime sioniste et les pays d'Occident", a déclaré le président de la République islamique devant les journalistes.

M.Ahmadinejad a toutefois souligné que la mort du physicien n'arrêterait pas la réalisation du programme nucléaire iranien.

Selon l'agence ISNA, le professeur Majid Shahriari a été tué lundi par une bombe lancée dans sa voiture par des motocyclistes. Son collègue, Fereidoun Davani-Abbasi, a été blessé lors d'une attaque similaire. Les épouses des scientifiques ont aussi été blessées. La police iranienne impute ces explosions à des terroristes.

Le programme nucléaire iranien est au cœur de vives tensions entre l'Iran et les pays occidentaux qui accusent Téhéran de chercher à se doter de l'arme nucléaire. Au cours des dernières années, plusieurs scientifiques iraniens ont été victimes d'attentats ou de disparitions inexplicables.

<http://fr.rian.ru/world/20101129/187994047.html>

Arrestation en Iran des assassins présumés d'un scientifique nucléaire.

Les autorités iraniennes ont arrêté un certain nombre de personnes accusées d'être responsables du meurtre d'un scientifique nucléaire et d'être liées à des services d'espionnage étrangers, a annoncé le ministre iranien des Renseignements Heydar Moslehi. Le scientifique Majid Shahriari a péri dans un attentat à la bombe contre son véhicule lundi à Téhéran, et un autre scientifique nucléaire a été blessé dans un attentat du même genre, également dans la capitale, le même jour.

03/12/2010

http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/680683/Arrestation_en_Iran_des_assassins_presumes_d_un_scientifique_nucleaire.html

La RII décline la proposition américaine.

Le représentant iranien auprès de l'AIEA, Ali Asghar Soltaniyeh, a rejeté, vendredi, une proposition des États-Unis et de certains pays occidentaux prévoyant la création d'une banque de combustible nucléaire.

« La création d'une telle banque n'est pas décidée par la majorité des pays membres. Partant de là, cette instance, si elle voit le jour, servira les intérêts des Etats qui sont adeptes de l'exclusivisme et de l'apartheid nucléaire. », a affirmé Soltaniyeh, vendredi soir, au cours de la réunion du Conseil des gouverneurs de l'Agence. « Cet exclusivisme va à rebours des droits reconnus, par le TNP, pour tous ses signataires, d'où notre refus d'accepter cette proposition, qui risque de monopoliser, davantage, la technologie liée au cycle du combustible et d'institutionnaliser ce monopole. », a-t-il ajouté.

L'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA) a adopté, vendredi, à Vienne, en faveur de la proposition américaine, mais le vote a été loin de faire l'unanimité. 28 pays se sont prononcés pour, six pays en développement (Venezuela, Tunisie, Afrique du Sud, Equateur, Brésil et Argentine) se sont abstenus et le Pakistan n'a pas participé au vote.

04/12/2010

<http://french.irib.ir>

1 1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 James Blitz, Joseph Menn et Daniel Dombey (FT) : Affaire Stuxnet : La cyberguerre a commencé .

19/11/2010

Israël a-t-il, il y a quelques mois, lancé un « ver » informatique à l'assaut du programme nucléaire iranien ?

Peut-être. Quelle est l'ampleur des dégâts ?

Personne n'en sait rien. Est-ce l'apparition d'un nouveau type de conflit ? Sans doute, hélas !

Assis dans son bureau, à Hambourg, Ralph Langner, un spécialiste allemand de la cybersécurité, se souvient du jour où il s'est retrouvé nez à nez avec le ver informatique* Stuxnet. « Les bras m'en sont tombés, raconte-t-il. Étant dans le métier depuis vingt ans, j'avais prévenu mes clients que ce genre de tuile risquait d'arriver. Mais

jamais je n'aurais pensé que ça prendrait une forme aussi sophistiquée et agressive ! »

Le logiciel malveillant Stuxnet est apparu il y a cinq mois. Depuis, il n'inquiète pas seulement les experts en nouvelles technologies, mais aussi les militaires et les gouvernements. À commencer par le régime iranien, dont le programme nucléaire pourrait avoir été sérieusement touché.

Il y a des années que les États ont pris conscience de la cybermenace. Le Pentagone admet que des hackers attaquent périodiquement ses systèmes de sécurité et tentent de s'emparer de ses secrets militaires. Et l'on a déjà vu un acteur (la Russie, sans doute) mener deux cyberattaques de grande ampleur, l'une contre l'Estonie en 2007, l'autre contre la Géorgie en 2008, qui ont désorganisé brièvement les réseaux de communication de ces deux pays.

L'apparition de Stuxnet a fait naître de nouvelles craintes. Car, pour la première fois, un groupe à ce jour inconnu est parvenu à fabriquer un ver capable de se propager tout seul et de pénétrer des systèmes industriels (d'une usine, d'une raffinerie ou d'une centrale nucléaire) afin d'en prendre le contrôle. « Il est programmé pour tout faire exploser, comme un cybermissile », explique Langner, qui a été l'un des premiers à attirer l'attention sur ses capacités destructrices.

Stuxnet a été découvert en Biélorussie, dans une entreprise de sécurité. En août, Microsoft a révélé qu'il avait infecté plus de quarante-cinq mille de ses ordinateurs. Les spécialistes ont alors établi qu'il visait spécifiquement des systèmes informatiques conçus par la firme allemande Siemens et utilisés pour faire fonctionner des pipelines ou des centrales électriques et nucléaires dans le monde.

Référence biblique

À la fin de septembre, la cible et les motifs de l'attaque se sont précisés. L'américain Symantec, qui aide les particuliers et les entreprises à sécuriser leurs systèmes d'information, a révélé que 60 % des ordinateurs infectés par le virus se trouvaient en Iran. Les autorités de ce pays ont reconnu que le ver avait infecté les systèmes Siemens de son réacteur nucléaire civil de Bouchehr, qu'elles espèrent être bientôt opérationnel.

Après cet aveu, les rumeurs sur l'origine de Stuxnet se sont intensifiées. Sa complexité et le fait qu'il soit configuré pour attaquer uniquement un certain type d'installations industrielles ont conduit les experts à penser que seul un État pouvait en être le concepteur. Certains montent du doigt Israël, qui a beaucoup investi dans Unit 8-200, son centre secret contre la guerre informatique, et qui, convaincu que l'Iran s'efforce de se doter de l'arme atomique, considère ce pays comme une menace mortelle. La découverte dans le code du ver du mot « Myrtus » (une référence biblique à la reine Esther, l'une des grandes figures de l'histoire juive) conforterait cette hypothèse.

Mais deux autres pays, les États-Unis et le Royaume-Uni, s'inquiètent eux aussi des intentions iraniennes et sont

dotés d'organismes qui pourraient être à l'origine de Stuxnet : le Pentagone, à Washington ; l'Agence de sécurité

nationale (NSA), dans le Maryland ; et le Government Communications Headquarters (GCHQ), à Cheltenham,

dans le sud-ouest de l'Angleterre.

Les agences de renseignements ont tenté d'évaluer les ravages causés par ce ver. Fin septembre, l'Iran a affirmé qu'aucun des centres vitaux de Bouchehr n'avait été endommagé, mais l'information est invérifiable. D'autant qu'au même moment Hamid Alipour, directeur adjoint de la société d'État iranienne des technologies informatiques, affirmait que « l'attaque continuait » et que « de nouvelles versions du ver se propageaient ».

Pourquoi Israël ou un autre pays s'en seraient-ils pris à Bouchehr ? « Quiconque attaque un réacteur nucléaire

est un irresponsable, car il risque de causer d'irréparables dommages à l'environnement, estime Mark Fitzpatrick, de l'Institut international d'études stratégiques, à Londres. D'autant que Bouchehr ne constitue pas une menace pour les Occidentaux. » À l'en croire, il serait plus intéressant de savoir si Stuxnet a contaminé la centrale à uranium enrichi de Natanz...

Dans de sales draps

Quoi qu'il en soit, l'affaire Stuxnet soulève bien d'autres problèmes. Son apparition laisse augurer une ère de guerre informatique durant laquelle un certain nombre d'États – et même des organisations terroristes – pourraient être amenés à faire usage de cette arme de destruction massive. « On n'est plus dans un scénario de film catastrophe, mais dans une tentative bien réelle de sabotage de systèmes de contrôle industriels », souligne Éric Chien, qui a étudié les ravages du ver chez Symantec.

Voici, selon Langner, comment Stuxnet se développe. D'abord, ses concepteurs doivent accéder au réseau des installations visées. Une infrastructure sensible n'est presque jamais connectée à internet, ce qui rend les attaques en ligne impossibles. Dans le cas de Bouchehr, le ver a sans doute été inoculé par des clés USB

infectées qu'une agence de renseignements étrangère aurait installées en secret lors de la construction du réacteur par des ingénieurs russes. Le ver peut alors prendre le contrôle de l'ordinateur et exploiter les ressources de celui-ci pour assurer sa reproduction. « Et là, poursuit Langner, vous êtes dans de sales draps. Stuxnet peut s'infiltrer dans les systèmes de contrôle de l'usine. » Impossible, dès lors, de l'arrêter. « Même si les ingénieurs découvrent son existence et déconnectent leurs ordinateurs portables, le ver est programmé pour poursuivre son attaque. »

Comment les gouvernements occidentaux entendent-ils se protéger contre pareille menace ? À Washington, on

redoute depuis longtemps que des hackers réussissent à voler des secrets industriels ou gouvernementaux. On craint aussi le développement d'une « petite » cybercriminalité, comme le vol de données bancaires. Mais Stuxnet a ravivé la crainte d'une guerre informatique de grande ampleur au cours de laquelle des infrastructures vitales seraient détruites.

Patron du nouveau centre chargé de défendre le Pentagone contre ce type d'attaques, le général Keith Alexander

le reconnaît volontiers : un nouveau Stuxnet pourrait provoquer une « catastrophe majeure ». Les dirigeants

américains affirment aussi vouloir protéger le secteur privé, mais beaucoup doutent qu'ils tiennent leur promesse. « Logiquement, c'est notre boulot de protéger les infrastructures privées du pays, commente Richard Clarke, un ancien responsable de la lutte antiterroriste. Hélas, le gouvernement n'a pas de politique en ce domaine... » Plusieurs officiers supérieurs mettent notamment en garde contre la très grande vulnérabilité des centrales hydroélectriques occidentales.

Les grandes puissances (États-Unis, Chine, Russie) pourraient décider conjointement de fixer des règles du jeu, comme elles le font pour lutter contre la prolifération nucléaire. « Nous savons que nous pouvons nous causer mutuellement de graves dommages, et personne n'y a intérêt », résume un ancien conseiller de Barack Obama. Il

n'empêche : toutes les tentatives de la Maison Blanche pour parvenir à un accord ont échoué. Et les soupçons qui

pèsent sur Israël, allié des États-Unis, à propos de Stuxnet ne vont pas arranger les choses.

Autre difficulté : « Comment riposter à ces cyberattaques alors qu'il est quasi impossible d'en déterminer la

provenance ? » s'interroge William Lynn, le secrétaire adjoint américain à la Défense.

Toutes ces questions vont assurément dominer les débats sur la sécurité mondiale au cours de la prochaine décennie. Mais dans l'immédiat, il s'agit avant tout d'évaluer l'ampleur des dégâts que Stuxnet a infligés aux Iraniens. S'ils sont importants et ont frappé leur programme nucléaire, Américains, Israéliens et Européens se froteront les mains. Il n'y aurait pourtant pas de quoi se réjouir. Car cela signifierait que la guerre de l'informatique vient de commencer.

* Logiciel malveillant qui, contrairement à un virus informatique, n'a pas besoin d'un programme hôte pour se reproduire et s'infiltrer dans les systèmes de contrôle des installations industrielles. Son objectif est d'espionner l'ordinateur dans lequel il se trouve, de détruire ses données et/ou d'envoyer de multiples requêtes vers un serveur internet dans le but de le saturer.

Olivier MONTULET

« Si un homme pervers vous apporte une nouvelle, vérifiez-en la teneur, de crainte de faire du tort à des innocents, par ignorance, et d'en éprouver ensuite des remords »

« Quelque critiques que puissent être la situation et les circonstances où vous vous trouvez, ne désespérez de rien; c'est dans les occasions où tout est à craindre, qu'il ne faut rien craindre; c'est lorsqu'on est environné de tous les dangers, qu'il n'en faut redouter aucun; c'est lorsqu'on est sans aucune ressource, qu'il faut compter sur toutes; c'est lorsqu'on est surpris, qu'il faut surprendre l'ennemi lui-même »

Sun-Tse, L'Art de la Guerre

« La liberté commence où l'ignorance finit »

Victor Hugo

James Blitz, Joseph Menn et Daniel Dombey (FT)

19/11/2010

2 Brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information..

2-1 S-300 pour l'Iran: les USA apprécient le sacrifice de la Russie.

Washington reconnaît le sacrifice consenti par Moscou en résiliant le contrat sur la livraison de missiles S-300 à Téhéran, et espère "compenser" cette perte grâce à la coopération, a indiqué Michael McFaul, conseiller du président américain pour la Russie.

"C'était un acte extrêmement important de la part de la Russie qui a joué, à mon sens, un grand rôle dans la prévention de l'instabilité au Proche-Orient. Je n'oublie pas quel prix a payé la Russie, y compris sur le plan géopolitique, en raison de la tension dans ses relations avec l'Iran nées de la résiliation du contrat", a déclaré M.McFaul, intervenant mardi au Centre Carnegie de Washington.

Et d'ajouter que l'Amérique aspirait à "compenser" les pertes essuyées par la Russie.

"Nous savons que vous avez d'importantes relations avec l'Iran, mais nous voulons rendre nos relations avec vous encore plus cruciales, tant sur le plan économique qu'au niveau géostratégique. Voilà ce que nous avons proposé (à la Russie, ndlr)", a dit le conseiller du président Obama.

Le 22 septembre dernier, en application de la résolution 1929 du Conseil de sécurité de l'Onu en date du 9 juin 2010, le président russe Dmitri Medvedev a interdit par un décret le transfert à l'Iran de systèmes de missiles sol-air S-300 et de matériel blindé, ainsi que d'avions, d'hélicoptères et de navires de combat,

Suite à la résiliation du contrat, la partie iranienne a exprimé à plusieurs reprises son mécontentement et même menacé Moscou de poursuites judiciaires. Le patron du holding russe des hautes technologies Rostekhnologii Sergueï Tchemezov a alors déclaré que la Russie ne devait à l'Iran que l'acompte de 166,8 millions de dollars.

<http://fr.rian.ru/world/20101208/188071276.html>

2-2 Corée, Afghanistan, Iran : Pressions pour un durcissement de la politique de Washington

La prochaine présidente républicaine de la commission des affaires étrangères de la chambre des représentants sera selon toute probabilité Ileana Ros-Lehtinen. C'est une cubano-américaine de Floride que la presse décrit comme une anti-communiste passionnée. Elle vient d'annoncer qu'elle demandera à la Maison Blanche de durcir les sanctions contre la Corée du Nord et de la réintroduire dans la liste des pays qui soutient le terrorisme (une liste dont G. W.Bush l'avait retirée).

Le président Obama semble prêt à suivre cette pente, puisqu'il vient de déclarer dans son discours du Veteran's Day en Corée du Sud que l'engagement des Etats-Unis au service de la sécurité de ce pays ne faiblirait pas.

Dimanche dernier, l'aile interventionniste du parti républicain sortie gagnant des dernières élections au Congrès appelait à une alliance avec le président Obama sur la base d'une ligne plus dure en matière de politique de sécurité et de relations internationales.

Le [Washington Post](#) écrivait : "Le Président Obama a de bonnes chances de se faire réélire en 2012 s'il fait des progrès en Afghanistan, s'il adopte une ligne plus dure contre l'Iran, si l'économie s'améliore et s'il n'y a pas d'attaque terroriste majeure aux Etats-Unis, a déclaré un haut responsable du Parti républicain samedi.

Le sénateur Lindsey O. Graham (Caroline du Sud), qui est devenu le principal porte-parole du Grand old Party pour les questions de sécurité, a estimé que si Obama recherchait une coopération avec les Républicains, un effort militaire américain continu en Afghanistan est "un domaine où le Républicains se sentiront à l'aise de se tenir aux côtés du président" et seront susceptibles de lui apporter plus de soutien même que beaucoup dans son propre parti."

[Atlasaltern](#) –

11 novembre

Publié dans : [x - Ingérence impérialisme global](#) –

2-3 "Dubai n'interrompra jamais ses échanges économiques avec l'Iran",

Selon Sami AlQomzi, le directeur général du département du développement économique à Dubai : «Il n'est jamais question d'interrompre les relations commerciales avec l'Iran . Les sanctions imposées sur l'Iran auront un impact négatif sur l'économie de Dubai mais nous espérons aboutir à une solution à travers les négociations afin de réduire les répercussions négatives ».

02/12/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=164162&language=fr>

2-4 Priorité turque: consolider ses liens avec l'Iran.

Le ministre-adjoint turc des affaires étrangères a déclaré que son pays considère la consolidation de ses liens avec la république islamique d'Iran comme étant une priorité de sa politique extérieure.

Haki Akine a tenu ses propos en accueillant son homologue iranien pour les questions économiques Amir Mansour Borkoï qui était dernièrement en visite à Ankara.

Au cours de l'entretien, Akine a jugé que le renforcement des liens entre son pays et l'Iran contribue à la paix et la sécurité dans la région.

Durant sa visite de deux jours, le responsable iranien a également rencontré le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu , le ministre d'état pour la planification et de la programmation ainsi que le président de la commission économique conjointe.

Les entretiens se sont axés sur les possibilités des deux pays pour une meilleure participation dans les questions internationales, en plus des questions liées aux relations bilatérales et régionales.

14/12/2010

<http://www.almanar.com.lb>

2-5 Exportation de matériel nucléaire vers l'Iran.

Ecolo et Groen : Nous demandons un sérieux renforcement des procédures de contrôle

La Commission économie de la Chambre est revenue sur les deux exportations de matériels nucléaires sensibles vers l'Iran. Le ministre de l'Energie Paul Magnette a affirmé ne rien pouvoir faire si une entreprise ne demande pas de licence d'exportation. Pour les écologistes, lorsqu'il est question de prolifération nucléaire, le ministre responsable ne peut pourtant pas se limiter à un rôle passif. Ecolo et Groen ! demandent donc un sérieux renforcement des procédures de contrôle en matière de lutte contre la prolifération.

Les exportations de zirconium et d'uranium appauvri vers l'Iran sont explicitement interdites par l'Organisation des Nations Unies. Malgré cette interdiction, il est confirmé qu'il y a eu deux exportations de ce type en provenance de notre pays vers l'Iran. C'est l'agence européenne Euratom qui a alerté le ministre Magnette de l'exportation illégale d'Uranium appauvri.

Le Ministre Magnette n'a pas voulu confirmer les noms des sociétés concernées et il a également déclaré que "les autorités belges" n'étaient pas au courant de ces exportations. Pour Ecolo et Groen !, l'alerte sonnée par

l'Euratom prouve à tout le moins que les procédures de contrôle belge en matière de lutte contre la prolifération nucléaire sont perfectibles.

Un renforcement du dispositif légal et des procédures de contrôle est urgent. Vu la sensibilité de la question de la prolifération nucléaire vers des pays à risque comme l'Iran, notre pays se doit d'être intransigeant, Ecolo et Groen ! demandent donc que la sous-commission de la Chambre sur la sûreté nucléaire puisse de nouveau se réunir et travailler sur un renforcement des règles de contrôle en matière de prolifération nucléaire. Les règles européennes en matière de lutte contre la prolifération doivent être respectées strictement par la Belgique.

17 novembre 2010 |

<http://web4.ecolo.be/?Nous-demandons-un-serieux>

3 Dossier & Point de vue

Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

3-1 Nucléaire: l'Iran déterminé malgré attentats et attaques informatiques.

L'Iran a réaffirmé lundi sa détermination à poursuivre son programme nucléaire controversé, malgré des attentats contre deux responsables de ce programme dont Téhéran a reconnu pour la première fois qu'il avait aussi été affecté par le virus informatique Stuxnet.

Deux physiciens jouant un rôle important dans le programme nucléaire iranien ont été visés lundi matin à Téhéran par deux attentats à la bombe, attribués par l'Iran à Israël et aux Etats-Unis.

L'un d'eux, Majid Shahriari, a été tué, alors que le second, Fereydoun Abbassi Davani, n'a été que blessé dans ces attaques menées selon un même mode opératoire: des bombes magnétiques placées contre leurs voitures par des inconnus à moto en pleine circulation.

Les responsables sont parvenus à s'enfuir et la police n'a reçu aucune revendication, mais Téhéran a mis en cause Israël et les Etats-Unis.

"On perçoit la main des gouvernements occidentaux et du régime sioniste dans ces attentats", a déclaré le président Mahmoud Ahmadinejad lors d'une conférence de presse.

Le ministre de l'Intérieur Mostafa Mohammad Najjar a directement accusé "le Mossad et la CIA", qui veulent selon lui "stopper les progrès scientifiques" de l'Iran.

Israël, les Etats-Unis et une partie de la communauté internationale accusent l'Iran de chercher à se doter de l'arme atomique sous couvert d'un programme nucléaire civil, ce que Téhéran a toujours démenti.

L'Iran est sous le coup de sanctions internationales sévères pour son refus notamment de stopper l'enrichissement d'uranium. Israël et les Etats-Unis n'ont pas exclu une opération militaire contre les installations iraniennes si diplomatie et sanctions se révélaient inefficaces.

Les deux physiciens visés lundi avaient des responsabilités importantes dans le programme nucléaire iranien. Majid Shahriari était notamment responsable d'un grand projet de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique portant sur l'ingénierie des réacteurs nucléaires.

Fereydoun Abbassi Davani, spécialiste des lasers, figure comme "scientifique de haut niveau au ministère de la Défense" sur la liste établie par l'ONU des Iraniens soumis à des sanctions internationales pour leur rôle clef dans le programme nucléaire iranien.

Plusieurs scientifiques nucléaires iraniens ont été victimes d'attentats ou de disparitions inexplicables ces dernières années, imputés à chaque fois à Israël et aux Etats-Unis par Téhéran.

Le 12 janvier, une moto piégée avait tué Massoud Ali Mohammadi, physicien de renom qui enseignait à l'Université de Téhéran mais travaillait également pour les Gardiens de la Révolution.

Le président Ahmadinejad a par ailleurs reconnu pour la première fois, à mots couverts, que le virus informatique Stuxnet avait affecté les centrifugeuses produisant l'uranium enrichi.

Ces centrifugeuses ont connu "des problèmes" provoqués par des "logiciels installés sur des équipements électroniques", a-t-il indiqué en réponse à une question sur des difficultés dans l'enrichissement signalées en novembre par l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Stuxnet, affectant certains logiciels d'ordinateurs industriels, semble avoir été principalement destiné à endommager les installations nucléaires iraniennes, selon plusieurs experts qui laissent entendre qu'Israël pourrait être à l'origine de ce virus découvert l'été dernier.

M. Ahmadinejad a toutefois réaffirmé lundi que l'Iran, malgré les attaques et les pressions, ne renoncera jamais à l'enrichissement d'uranium. Cette question "n'est pas négociable", a-t-il déclaré, à quelques jours d'une reprise prévue le 5 décembre des discussions entre Téhéran et les grandes puissances sur le dossier nucléaire iranien. De son côté, le président du Parlement Ali Larijani, en visite à Damas, a réaffirmé lundi que le programme nucléaire iranien était "pacifique".

29.11.2010, 11h25

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 "Israël" n'est pas un partenaire de paix, l'Iran soutient la cause arabe.

Le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem a dénoncé dimanche l'absence de volonté de paix d'Israël, mais rendu en revanche hommage à l'Iran qui fait, comme la Syrie, l'objet de "complots" de la part des pays occidentaux.

"Il n'existe pas en Israël de partenaire pour faire la paix", a affirmé M. Mouallem lors d'une réunion à Damas, en dénonçant "la politique de colonisation (des territoires palestiniens) et de judaïsation de Jérusalem, ainsi que l'embargo sur la bande de Gaza".

"Israël et ceux qui le parrainent assument seuls la responsabilité du gel du processus de paix", a-t-il ajouté.

M. Mouallem répliquait ainsi à son homologue israélien Avigdor Lieberman, qui avait mis en doute jeudi la volonté de paix de Damas, lors d'une visite sur le plateau du Golan, occupé depuis 1967 par Israël et dont la Syrie réclame la restitution totale.

Le président syrien Bachar al-Assad avait déjà affirmé en octobre qu'"aucun signe" de progrès tangible vers la paix n'était perceptible "en présence d'un gouvernement israélien qui rejette la paix et qui n'y croit pas", lors d'un entretien à Damas avec le sénateur démocrate américain Arlen Specter.

En revanche, M. Mouallem a rendu hommage à l'Iran, qui "se place au côté de la cause palestinienne, cause centrale des Arabes".

La Syrie et l'Iran "subissent des pressions et font l'objet de complots" de la part des occidentaux, a-t-il souligné. Concernant le dossier nucléaire iranien controversé, Mouallem a affirmé que « les Iraniens ont assuré que leur programme était civil » signalant que la Syrie était "opposée à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires".

Le ministre syrien a déploré la "double politique" menée par la communauté internationale dans ce domaine: "Israël possède plus de 250 ogives nucléaires ainsi que des centrales qui produisent des armes nucléaires et le monde garde le silence", a-t-il lancé.

www.almanar.com.lb

4-2 Nucléaire: reprise des négociations entre l'Iran et les Six à Genève.

Nb : Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

Les Six et l'Iran se sont rencontrés lundi matin à Genève pour relancer le dialogue sur le nucléaire, interrompu depuis 14 mois, dans un climat tendu après l'annonce par Téhéran qu'il contrôlait la totalité du cycle de production du combustible nucléaire.

Les négociations ont démarré vers 10H00 (09H00 GMT) et ont duré en plénière jusqu'à 13H00 environ dans le bâtiment qui abrite également la mission suisse auprès de l'ONU, a-t-on appris de sources concordantes.

Les négociateurs, le chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton, l'Iranien, Saïd Jalili ainsi que les représentants des "Six" (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU: Etats-Unis et France, Russie, Chine, Grande-Bretagne, plus l'Allemagne) ont passé la matinée à "faire un rappel de leur position", a indiqué à l'AFP une source proche des "Six".

Selon des sources iraniennes, M. Jalili a fait une intervention particulièrement musclée, dénonçant les récents attentats ayant visé deux scientifiques iraniens spécialistes du nucléaire, dont l'un est décédé. Téhéran accuse les Occidentaux et Israël d'en être les responsables.

Malgré cette intervention, les négociations se sont poursuivies tandis qu'une dizaine d'opposants iraniens manifestaient à quelques mètres de là, devant le siège de l'ONU.

Après une rapide pause déjeuner, les négociateurs doivent reprendre la session en bilatérale avant une nouvelle plénière, a ajouté la source proche des Six.

Les Etats-Unis sont représentés par William Burns, le numéro trois du Département d'Etat.

Après plus d'un an d'interruption, la rencontre prévue pendant deux jours s'annonce délicate car l'Iran refuse toujours catégoriquement d'envisager toute suspension de l'enrichissement de son uranium.

Téhéran a par ailleurs annoncé dimanche avoir produit son premier lot d'uranium concentré (yellowcake) qui sert pour la production de l'uranium enrichi, renforçant l'inquiétude des Occidentaux.

"Nous attendons des réponses sérieuses des Iraniens", sur la question du nucléaire, a expliqué une source diplomatique.

Les dirigeants iraniens ont répété ces derniers jours qu'ils refusaient de discuter des "droits légitimes" de l'Iran en matière nucléaire, une manière de rejeter par avance toute éventuelle demande de suspension des activités d'enrichissement d'uranium.

Cette question est au centre du bras de fer opposant depuis plusieurs années l'Iran à la communauté internationale, qui soupçonne Téhéran de chercher à se doter de l'arme atomique sous couvert d'un programme nucléaire civil.

L'Iran dément toute visée militaire. Depuis un an, le pays ne cesse d'augmenter son stock d'uranium enrichi à 3,5%, qui est passé 3.183 kg contre 1.580 kg en octobre 2009.

Après une semaine agitée marquée par les deux attentats contre les deux Iraniens et les fuites de WikiLeaks, le chef de la diplomatie américaine, Hillary Clinton a appelé Téhéran à un esprit "constructif".

Elle a fait un pas inattendu vers la République islamique en ouvrant la porte à un enrichissement de l'uranium par le pays "à l'avenir", quand il aura rassuré sur ses intentions.

Cette annonce a été saluée par Téhéran et devrait être de nature à faciliter le dialogue à Genève.

Les grandes puissances espèrent également que la nouvelle série de sanctions décidée en juin par l'ONU contraindrait l'Iran à lâcher du lest.

Toutefois, les experts restaient prudents sur les chances de succès de cette rencontre.

Pour Mark Fitzpatrick (Institut international pour les études stratégiques, IISS, Londres), "les sanctions ont créé une situation nouvelle, car elles frappent l'économie" iranienne.

Il estime malgré tout "peu probable" un accord, ajoutant: "ce qu'on peut espérer de mieux est le commencement d'un processus de discussions".

Par AFP,

Publié le 06/12/2010

http://www.lexpress.fr/actualites/1/nucleaire-reprise-des-negociations-entre-l-iran-et-les-six-a-geneve_942658.html

4-3 Mme Jiang Yu Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères : « la Chine soutient une approche constructive à l'occasion de la reprise du dialogue sur le dossier nucléaire .

03/12/2010

«La Chine participera à la reprise du dialogue sur le dossier nucléaire iranien en soutenant une approche constructive lors des prochaines négociations sur le dossier nucléaire iranien » a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Mme Jiang Yu.

Selon notre correspondant, lors d'une conférence de presse, Mme Jiang Yu a réitéré le soutien de son gouvernement à ce dialogue entre l'Iran et le groupe 5+1 tout en soulignant que la Chine considère comme une nouvelle occasion la reprise de ces négociations entre les deux parties pour résoudre par la voie diplomatique, la question nucléaire iranienne.

Elle a également déclaré que la Chine espère que toutes les parties concernées engrangent des résultats positifs au cours de ces nouvelles négociations.

La Chine avait renouvelé mercredi son appel au dialogue et à la négociation sur la question nucléaire iranienne alors que l'Union européenne (UE) et l'Iran se préparent pour des discussions.

"Sur la question nucléaire iranienne, les parties concernées doivent garder à l'esprit la situation générale et les intérêts à long terme. Ils doivent redoubler d'efforts diplomatiques et rester patients", a indiqué le ministre chinois des Affaires étrangères Yang Jiechi lors d'un forum à Beijing.

M. Yang a demandé aux parties concernées d'adopter des mesures souples, pragmatiques et volontaires pour trouver une solution "compréhensible, à long terme et appropriée".

Le chef de la diplomatie chinoise a fait cette remarque après que l'UE et l'Iran se soient préparés pour des discussions à Genève des 6 et 7 décembre, les premières au sommet entre les deux parties depuis octobre 2009.

Ce jeudi, au premier jour de la réunion du Conseil des gouverneurs de l'Agence, le directeur général de l'AIEA s'est dit satisfait d'une reprise des pourparlers.

<http://www2.irna.ir>

4-4 Nucléaire iranien: la Grèce appelle à poursuivre les négociations.

La Grèce invite la communauté internationale à poursuivre les négociations avec Téhéran sur le dossier nucléaire iranien, a déclaré lundi à Athènes le président grec Karolos Papoulias lors d'une rencontre avec le chef de la diplomatie iranienne Manouchehr Mottaki.

"La Grèce soutient les négociations et rejette toute autre décision", a insisté M. Papoulias.

Selon lui, un manque de confiance est évident dans les négociations.

Lundi, des négociations entre l'Iran et les Six médiateurs internationaux (Allemagne, Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) débutent à Genève.

Les autorités iraniennes ont annoncé dimanche que le pays avait produit son premier lot de concentré d'uranium. Depuis 2003, les Six et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) cherchent à obtenir de l'Iran qu'il renonce à ses travaux d'enrichissement d'uranium représentant une menace pour le régime de non-prolifération nucléaire.

Plusieurs pays occidentaux accusent l'Iran de vouloir se doter de l'arme atomique sous couvert d'un programme nucléaire mené, selon Téhéran, à des fins exclusivement pacifiques.

6 décembre -

RIA Novosti

<http://fr.rian.ru/world/20101206/188046246.html>

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

5-1 Michel Chossudovsky : nucléaire préemptive contre l'Iran.

Les mystérieux « documents de l'ordinateur portable ».

Utiliser des faux renseignements pour justifier une guerre nucléaire

Le 9 juin 2010, le Conseil de sécurité (CS) de l'ONU a adopté l'imposition d'une quatrième ronde de sanctions radicales contre la République islamique d'Iran. La résolution 1929 du CS comprend un embargo élargi sur les armes, ainsi que des « contrôles financiers renforcés » :

[Résolution 1929 (9 juin 2010)] Décide que tous les États **doivent empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects à l'Iran**, à partir de leur territoire ou à travers leur territoire ou par leurs nationaux ou des personnes relevant de leur juridiction, ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, qu'ils aient ou non leur origine dans leur territoire, **de chars de combat, véhicules blindés de combat, systèmes d'artillerie de gros calibre, avions de combat, hélicoptères d'attaque, navires de guerre, missiles et lanceurs de missiles** [...], décide également que tous les États doivent empêcher la fourniture à l'Iran par leurs nationaux ou à partir de leur territoire ou à travers leur territoire de toute formation technique, ressources financières ou services financiers, conseils, autres services ou aide liés à la fourniture, à la vente, au transfert, à la livraison, à la fabrication, à l'entretien ou à l'utilisation de telles armes et de matériel connexe, et invite tous les États à faire preuve de vigilance et de retenue concernant la fourniture, la vente, le transfert, la livraison, la fabrication et l'utilisation de toutes autres armes et du matériel connexe; (Le Conseil de sécurité impose des sanctions à l'Iran à l'issue d'un vote divisé par le rejet de la résolution par le Brésil et la Turquie, comprend le

texte complet de la résolution 1929, Département de l'information des Nations Unies, 9 juin 2010, c'est l'auteur qui souligne.)

La Fédération de Russie et la République populaire de Chine ont toutes deux cédé aux pressions étasuniennes en faveur de la résolution 1929. En novembre, après la publication d'un décret par le président Dmitri Medvedev, Moscou a annoncé l'annulation de son accord de coopération militaire avec l'Iran relatif au système de défense aérien S300.

Sans l'aide militaire de la Russie, l'Iran est une cible facile. Son système de défense aérien dépend de la coopération militaire soutenue de la Russie.

Ces développements frappent au cœur même de la structure des alliances militaires. Ils empêchent la Russie et la Chine de vendre des armes à la fois stratégiques et conventionnelles, ainsi que de la technologie militaire à leur allié *de facto* : l'Iran. En réalité, il s'agissait de l'un des principaux objectifs de la résolution 1929, que Washington a l'intention de renforcer.

Faux renseignement

La résolution 1929 **est basée sur un mensonge fondamental**. Elle maintient la notion que l'Iran est une puissance nucléaire en devenir et une menace à la sécurité mondiale. Elle donne un feu vert à l'alliance militaire États-Unis-OTAN-Israël pour menacer l'Iran avec une attaque nucléaire punitive préemptive en utilisant le CS de l'ONU comme approbation systématique.

La position des États-Unis au CS de l'ONU est en partie fondée sur de soi-disant documents du renseignement fournissant des « preuves » du programme d'armement nucléaire iranien.

En novembre 2005, le New York Times a publié un rapport de William J. Broad et David E. Sanger intitulé « [Relying](#)

[on Computer, U.S. Seeks to Prove Iran's Nuclear Aims](#)

» (Les États-Unis cherchent à prouver les visées nucléaires de l'Iran en se fiant à un ordinateur). Les allégations de Washington rapportées dans le New York Times reposaient sur des documents « obtenus d'un ordinateur iranien volé par une source inconnue et donnés au renseignement étasunien en 2004 ». (Voir Gareth Porter, « [Exclusive Report: Evidence of Iran Nuclear Weapons Program May Be Fraudulent](#) », Global Research, 18 novembre 2010, c'est l'auteur qui souligne.)

Ces documents comprennent « une série de dessins d'un véhicule de rentrée » qui pourrait apparemment s'adapter à une arme nucléaire produite par l'Iran.

À la mi-juillet, de hauts représentants du renseignement étasunien ont invité les chefs de l'agence d'inspection de l'énergie atomique en haut d'un gratte-ciel donnant sur le Danube à Vienne et ont révélé le contenu de ce qu'ils disaient être un ordinateur portable iranien volé.

Selon une demi-douzaine d'Étasuniens et d'Européens ayant participé à la réunion, les Étasuniens ont projeté rapidement sur un écran et étalé sur une table de conférence une sélection de plus de mille pages des simulations et des comptes-rendus d'expériences provenant de l'ordinateur iranien en disant qu'ils montraient un effort de longue date visant à concevoir des ogives nucléaires.

Les Étasuniens ont reconnu dès le départ que les documents ne prouvent pas que l'Iran possède une bombe atomique. Ils les ont présentés comme étant la preuve la plus convaincante jusqu'ici que, malgré l'insistance de l'Iran sur l'aspect pacifique de son programme nucléaire, le pays tente **de développer une ogive compacte adaptée à son missile Shahab**, lequel peut atteindre Israël et d'autres pays du Moyen-Orient. (William J. Broad et David E. Sanger, « [Relying on Computer, U.S. Seeks to Prove Iran's Nuclear Aims](#) », *New York Times*, 13 novembre 2005)

Le département d'État étasunien a par la suite remis ces « documents secrets » à l'Agence internationale d'énergie atomique (AIEA), dans le but de démontrer que l'Iran développait un programme d'armement nucléaire.

Alors que leur authenticité a été remise en question à plusieurs occasions, un récent article du journaliste d'enquête Gareth Porter confirme sans équivoque que les mystérieux documents de l'ordinateur portable sont faux. Les dessins contenus dans les documents ne sont pas liés au missile Shahab mais à un système de missile nord-coréen obsolète qui a été désarmé par l'Iran au milieu des années 1990.

Comme c'est stupide! Les dessins présentés par les représentants du département d'État des États-Unis concernaient « la mauvaise ogive de missile » :

En juillet 2005, [...] Robert Joseph, le secrétaire d'État adjoint des États-Unis pour le contrôle des armements et de la sécurité nationale, a fait une présentation formelle des prétendus documents du programme d'armement nucléaire iranien aux hauts représentants de l'agence à Vienne. M. Joseph a rapidement montré à l'écran des extraits des documents, en portant une attention particulière à la série de dessins ou « schémas » techniques montrant 18 façons d'adapter une charge utile non identifiée dans le véhicule de rentrée ou l'« ogive » du missile balistique iranien à moyenne portée, le **Shahab-3**.

Toutefois, lorsque les analystes de l'AIEA ont été autorisés à étudier les documents, ils ont découvert que ces schémas étaient basés sur un véhicule de rentrée que les analystes savaient avoir déjà été abandonné par l'armée iranienne en faveur d'un nouveau modèle amélioré. L'ogive montrée dans les schémas **avait la forme habituelle de « bonnet d'âne » de la version originale du missile No Dong nord-coréen**, acquis par l'Iran au milieu des années 1990 [...]

Les documents du portatif illustraient le mauvais véhicule de rentrée en train d'être reconçu [...] (Gareth Porter, op. cit.)

Qui étaient derrière la production de faux renseignements ? Gareth Porter suggère que le Mossad israélien a été une source de faux renseignements concernant le présumé programme d'armement nucléaire de l'Iran :

L'origine des documents du portatif pourrait ne jamais être irréfutablement prouvée. Cependant les preuves accumulées indiquent qu'Israël en est la source. Déjà en 1995, le chef de la division de la recherche et de l'évaluation du renseignement militaire de Tsahal (Armée de défense israélienne), Yaakov Amidror, a tenté sans succès de persuader ses homologues étasuniens que l'Iran prévoyait « devenir nucléaire ». Selon des sources israéliennes citées par un service de presse pro-israélien, en 2003-2004 les hauts représentants de la CIA considéraient les rapports du Mossad sur le programme nucléaire iranien comme une tentative de faire pression sur l'administration Bush pour qu'ils envisagent une action militaire contre les sites nucléaires iraniens. (*Ibid.*)

Mensonges et fabrications pour justifier un programme militaire

Les documents de l'ordinateur portatif ont été essentiels pour assurer la position étasunienne au Conseil de sécurité de l'ONU.

Nous avons là un cas évident de faux renseignements comparables à ceux présentés par Colin Powell en février 2003 sur les présumées armes de destruction massive de l'Irak. Les faux renseignements présentés au CS de l'ONU ont servi de justification à l'invasion de l'Irak en mars 2003.

« La preuve, ou plutôt l'absence de celle-ci, parle d'elle-même. Dans les mois qui ont mené à la guerre en Irak, l'administration Bush a produit des centaines de pages de renseignements pour les membres du Congrès et les Nations Unies démontrant comment le président de l'Irak, Saddam Hussein, possédait des tonnes d'armes chimiques et biologiques et poursuivait activement un programme d'armement nucléaire.

Les renseignements recueillis par la CIA et la Defense Intelligence Agency (DIA), une agence du département de la Défense qui récolte des renseignements pour le Pentagone, ont été utilisés par l'administration Bush pour convaincre le public que l'Irak représentait une menace pour le monde. (Voir Jason Leopold, « [Powell Denies Intelligence Failure In Buildup To War, But Evidence Doesn't](#)

[Hold Up](#) », Global Research, 10 juin 2003)

Le système de missile iranien Shahab

Les États-Unis ont encore une fois utilisé de faux renseignements pour fabriquer une justification pour aller en guerre.

La position des États-Unis et du Conseil de sécurité de l'ONU tombe à l'eau. La question qui importe est la suivante : la Russie et la Chine vont-elles revoir leur position au CS des Nations Unies concernant le régime de sanctions contre l'Iran ?

Le mouvement antiguerre des États-Unis s'opposera-t-il aux plans de Washington visant à mener une guerre nucléaire préemptive contre l'Iran, sur la base de faux renseignements ?

Article original en anglais : [The Mysterious "Laptop Documents". Using Fake Intelligence to Justify a Pre-emptive Nuclear War on Iran](#), publié le 24 novembre 2010.

Michel Chossudovsky

Traduction par Julie Lévesque pour Mondialisation.ca.

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation](#), [La vérité derrière le 11 septembre](#) et de la [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en 12 langues).

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=22142>

www.Mondialisation.ca

5-2 Fredrik Dahl : Faut-il transiger avec l'Iran pour trouver un accord ?

Les grandes puissances devront peut-être revoir à la baisse leurs exigences de suspension des activités d'enrichissement nucléaire de l'Iran, si elles veulent réussir à trouver une solution diplomatique à des années de contentieux sur les activités atomiques de la république islamique.

En échange, l'Iran devrait autoriser l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) à effectuer davantage d'inspections, plus intrusives et plus systématiques, pour garantir que le régime des mollahs ne met pas secrètement au point des armes nucléaires, comme le soupçonnent les Etats-Unis.

"Il me semble que c'est la démarche la plus prometteuse pour sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons", explique Shannon Kile, de l'Institut international de recherche sur la paix (SIPRI), dont le siège est à Stockholm.

"Cela nécessiterait un compromis de part et d'autre. C'est le seul moyen de parvenir à un règlement négocié", ajoute Kile, qui dirige le département Armes nucléaires au SIPRI.

Si les Etats-Unis et leurs alliés européens peuvent, eux, envisager un tel accord, il risque de provoquer une levée de boucliers en Israël, pour qui l'Iran est la plus grave menace à sa sécurité.

Certains pays arabes sont eux aussi si inquiets de la puissance de l'Iran qu'ils ont demandé à Washington de faire cesser le programme nucléaire iranien, par la force si nécessaire, au vu de télégrammes diplomatiques américains divulgués par le site internet WikiLeaks ces derniers jours.

APAISER LES INQUIÉTUDES

Les six puissances (5+1, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne) ont entamé lundi leurs premières négociations avec l'Iran depuis plus d'un an.

On ne s'attend dans les milieux diplomatiques à aucune avancée particulière aux négociations de Genève, qui doivent prendre fin ce mardi, mais on espère que cela marquera le début d'un processus permettant de résoudre un lourd contentieux, qui risque de dégénérer en conflit armé au Proche-Orient.

"Je pense que le mieux que l'on puisse espérer, c'est un accord pour organiser de nouvelles négociations", déclare David Hartwell, analyste chez IHS Jane sur l'Afrique du Nord et le Proche-Orient.

L'Occident souhaite qu'au bout du compte, l'Iran accepte de cesser tout enrichissement d'uranium, processus qui peut produire des substances soit pour un usage civil, soit pour un usage militaire. Le refus de Téhéran de cesser cet enrichissement a contribué à l'adoption de quatre trains de sanctions par l'Onu depuis 2006 à l'encontre de l'Iran.

"C'est une question de fierté nationale chez les Iraniens. Je ne les vois tout bonnement pas cesser d'enrichir (de l'uranium)", estime un diplomate occidental.

"Le mieux que l'on puisse viser, c'est les autoriser à enrichir, à un degré réduit. Les Iraniens, de leur côté, devraient accepter des mesures permettant à l'AIEA de vérifier qu'il n'y a pas (en Iran) d'activités non déclarées", dit-il.

Selon Kile, les pays du groupe 5+1 devront à un moment ou un autre "trouver une formule qui autorise les Iraniens à continuer leur programme d'enrichissement(...), tout en apaisant leurs inquiétudes concernant l'usage du programme".

Fredrik Dahl

(Reuters) -

Eric Faye pour le service français

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101207.REU6228/faut-il-transiger-avec-l-iran-pour-trouver-un-accord.html>

6 Histoire

6-1 L'Iran s'émancipe

Depuis la révolution islamique de 1979 qui, rappelons-le, a détruit le principal bastion impérialiste du Moyen-Orient, le régime de Téhéran hante les nuits des dirigeants occidentaux.

Le cauchemar s'est d'abord installé à Washington, unique organisateur du coup d'Etat de 1953 qui installa la violente dictature du Shah et qui n'a jamais vraiment admis qu'une ambassade des Etats-Unis dans un pays étranger ait pu être occupée, son personnel séquestré (sans violence) et ses archives minutieusement analysées sans que, à un moment ou à un autre, la terrible vengeance d'un bombardement puis d'une agression sanglante et d'une invasion ne viennent régler son compte au régime honni pour avoir osé lever la main sur les serviteurs de l'Empire.

Pourtant, depuis 30 ans, la vengeance reste inassouvie.

Toutes les attaques indirectes, qu'elles fussent militaires ou civiles, ont échoué.

La première et la plus meurtrière fut la guerre Iran/ Irak. Déclenchée par Saddam Hussein qui se crut investi de la mission de confiance de liquider le nouveau régime iranien alors qu'il s'agissait, manœuvre machiavélique s'il en fut, d'épuiser les deux seuls membres de l'OPEP assez puissants pour contrebattre l'influence saoudienne « modératrice » (c'est-à-dire soumise aux Etats-Unis) dans l'organisation pétrolière.

Saddam Hussein, que la CIA avait aidé à asseoir son régime en lui fournissant les listes des militants communistes qui avaient participé avec lui au renversement de la monarchie en 1978 et qu'il élimina avec soin, pensait, fatale erreur d'analyse, qu'il était un ami des Etats-Unis. Or l'Empire n'a pas d'amis, il n'a que des vassaux ou des laquais.

La deuxième est permanente. Il s'agit de l'embargo économique dont le contenu se durcit sans cesse au fil des résolutions du Conseil de Sécurité mais qui, s'il a compliqué la tâche du pays, n'a pas produit l'appauvrissement attendu pas plus que les émeutes populaires qui auraient dû en être la conséquence et a été souvent tourné pas des firmes occidentales avides de marchés nouveaux.

La troisième est la politique d'encerclement poursuivie depuis 2001 dans le cadre de « La guerre contre le terrorisme ». L'Iran, on s'en souvient, a été classé par G.W. BUSH dans l'AXE DU MAL et s'est retrouvé flanqué à l'Est (Afghanistan) et à l'Ouest (Irak) d'armées US en campagne accompagnées de grandes quantités de mercenaires payés par le Pentagone et assistées de contingents de divers alliés membres de l'OTAN ou alignés comme l'Australie. Mais les Etats-Unis ne peuvent pas utiliser ces deux bases extérieures pour attaquer l'Iran puisqu'ils n'y maîtrisent pas la situation intérieure. Embourbés en Afghanistan, ils viennent d'être contraints d'accepter en Irak la constitution d'un gouvernement qui, vus sa constitution et ses appuis parlementaires, n'est certainement pas prêt à s'en prendre à son voisin iranien.

La quatrième est l'ingérence intérieure qui a pris diverses formes : subornation de Rafsandjani, essai de révolution de couleur au printemps 2010, soutien à la dissidence baloutche... mais qui n'a pas donné les résultats

escomptés.

Ne restait plus que le prétexte de l'arme nucléaire iranienne permettant de brandir en permanence depuis 2007 la menace d'une attaque militaire d'envergure directe. Que l'exécutant soit l'armée sioniste ou l'armée US elle-même est un débat très secondaire : les bombardiers israéliens ne volent pas sans le GPS étasunien. Ceci n'a pas empêché l'Iran de poursuivre sa politique de nucléaire civil couronnée par la mise en service en août de la première centrale nucléaire de Bushehr fournie par la Russie.

L'Iran a donc bien résisté.

Mais le fait nouveau est qu'il est maintenant passé très sérieusement à la phase de la contre-attaque.

Son premier terrain d'intervention est le Proche-Orient, où son soutien officiel affirmé au Hezbollah libanais et au Hamas palestinien réduit très sérieusement la liberté d'action militaire d'Israël qui, profitant de la protection impériale et de l'impunité qu'elle lui assurait, avait pris depuis 1948 l'habitude d'intervenir militairement et en toutes occasions chez ses voisins.

Ce champ est en train de s'élargir considérablement. Axe du mal ou pas, l'Iran a renforcé ses relations diplomatiques et économiques avec des pays qui sont eux-mêmes en résistance aux ingérences étasuniennes (et souvent simultanément sionistes) Parmi eux : le Venezuela, la Bolivie, le Belarus, Cuba. Il développe également des relations avec le continent africain, comme en témoigne la récente visite du Ministre des Affaires Etrangères iranien au Burkina Faso, où il a été très bien accueilli par le plus fidèle agent de la FRANCAFRIQUE : Blaise Campaoré.

Mais le plus important est la création récente d'une aire d'influence régionale. L'Iran entretenait déjà de bonnes relations avec l'Arménie, pays qu'il approvisionne en gaz et avec qui il maintient une frontière ouverte permettant à celle-ci de ne pas se trouver étranglée par ses voisins turc et géorgien.

Surtout, l'Iran vient de signer des accords de coopération très importants avec deux de ses voisins du Nord : le Turkménistan et l'Ouzbékistan, qui vont permettre à ces deux pays enclavés, soucieux l'un et l'autre de ne pas dépendre de la seule Russie pour l'acheminement de leur commerce extérieur, d'utiliser le territoire iranien pour accéder à l'Océan Indien. Pour le Turkménistan en particulier, pays très peu peuplé mais qui dispose de réserves de gaz naturel parmi les plus importantes du monde, cette ouverture vers le Sud est un moyen d'échapper aux contraintes léonines que pouvait lui imposer GAZPROM pour exporter son gaz. Le Turkménistan et l'Ouzbékistan étaient déjà complices pour laisser le passage à un gazoduc alimentant la Chine qui a été ouvert cette année. Leur désenclavement se poursuit donc. De surcroît, les trois pays partagent un souci commun de sécurité : celui de combattre la déstabilisation et les multiples influences souterraines que peut engendrer l'immense trafic d'héroïne d'origine afghane.

Il est une autre question sur laquelle Turkménistan et Iran vont pouvoir coordonner leurs positions : celle du statut de la Caspienne. Jusqu'à la disparition de l'URSS, la situation était claire : la Caspienne n'avait que deux pays riverains : l'URSS et l'Iran, et le partage de la souveraineté sur cette mer s'était fait très simplement en tirant un trait droit entre les deux frontières terrestres (trait noir sur la carte ci-dessous).

Les riverains sont aujourd'hui au nombre de 5 : Azerbaïdjan, Russie, Kazakhstan, Turkménistan et Iran. Du point de vue du droit international, la Caspienne, mer fermée, doit être découpée comme un lac entre les riverains sans eaux internationales en son milieu.

Jusque là tout le monde s'entend : pas question de créer des eaux internationales pour y voir arriver tous les grands prédateurs transnationaux avides de gaz et de pétrole, deux ressources naturelles abondantes dans tout le bassin de la Caspienne. Pour la délimitation des zones de souveraineté nationale, l'Iran est depuis 1991 en désaccord avec la Russie et revendique une zone plus étendue que dans le partage précédant (pointillés blancs sur la carte ci-dessous). Une position commune ferme de l'Iran et du Turkménistan par rapport à la Russie risque fort d'être appuyée par le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan. Il faudra attendre les commentaires sur la réunion qui s'est tenue à ce sujet à Téhéran ces derniers jours mais il est manifeste que sur ce sujet, l'Iran a repris la main et que la Russie risque de payer cher et son ralliement (au mois de juin) aux nouvelles sanctions de l'ONU proposées par les Etats-Unis et son refus (au mois d'août) de lui livrer les missiles S300 défensifs commandés.

Dernier succès iranien : un accord de coopération militaire signé en août avec le sultanat d'Oman.

Le sultanat d'Oman comporte en fait deux territoires : une vaste zone semi-désertique sur la mer d'Arabie et un territoire plus petit mais plus accueillant et plus peuplé sur le golfe d'Oman et la rive Sud du détroit d'Ormuz. A eux deux, Oman et Iran contrôlent donc les deux rives d'un des détroits les plus stratégiques et les plus surveillés du monde en raison du flux pétrolier intense qui l'emprunte. Dans ces conditions, les gesticulations porte-avions des Etats-Unis (2 porte-avions) et de la France (1 porte-avions) dans le Golfe Persique (tout comme l'ouverture d'une base militaire française à Abou Dhabi) peuvent être désormais considérées comme autant d'aveux d'impuissance, d'autant plus que du côté des pays arabes riverains : Koweït, Qatar, Bahreïn, l'inquiétude est grande, même s'ils ne se fâchent pas ouvertement avec l'alliance US/ISRAEL, de voir le Golfe Persique transformé en champ de bataille au nom d'intérêts qui leur sont étrangers.

Retournant les menaces contre ceux qui les ont orchestrées, l'Iran est en train d'organiser un voisinage régional confiant et coopératif appelé à devenir un nouveau pôle du monde multipolaire en gestation sous nos yeux.

88.4 Mhz région marseillaise ou sur <http://www.radiogalere.org>

Source : [Comaquer](#)

25 novembre 2010

<http://www.michelcollon.info:80/L-Iran-s-emancipe.html>

7 Manipulation de l'opinion :

7-1 Yediot Ahranot: "Une base militaire iranienne au Venezuela avant 2011".

« L'Iran est sur le point d'installer une base militaire pour des missiles sol-sol au Venezuela », a souligné le quotidien israélien le Yediot Ahranot, qualifiant ce projet de « cauchemar pour les Etats-Unis, parce que la base en question sera dans l'arrière-cour de Washington.

Les informations du Yediot ont été puisées du journal allemand « De Volt » qui a effectué un reportage journalistique complet sur le renforcement des relations entre Téhéran et Caracas, et entre les Présidents Hugo Chavez et Mahmoud Ahmadinejad.

Selon ces sources, l'accord signé le 19 octobre dernier entre les deux pays stipule l'installation d'une base militaire iranienne. Les Iraniens renforceront leur force de dissuasion contre les Etats-Unis en déployant des armes stratégiques à 2000 km de Washington, au moment où la distance qui sépare l'Iran des Etats-Unis est de 10000 km seulement.

«Le Venezuela s'est engagé de permettre à des officiers iraniens, des experts en missiles, et des membres des gardiens de la Révolution Islamique de diriger la base militaire, en coordination avec des officiers vénézuéliens. D'après l'accord, la base militaire sera utilisée par l'Iran pour lancer des missiles balistiques, alors que le Venezuela pourra l'utiliser pour ses besoins nationaux, comme pour dissuader la Colombie », ajoute le quotidien israélien, qui précise que la construction de la base en question sera entamée avant 2011, et que des missiles de type Shehab-3 et Scud y seront déployés. Sur un autre plan, les Etats-Unis se demandent si les liens croissants de l'Iran avec le Venezuela, le Brésil et la Bolivie, pouvaient accroître la production d'uranium en Amérique latine, selon des câbles diplomatiques américains obtenus par Wikileaks et publiés mercredi.

Washington s'est renseigné au moins depuis 2007 sur les possibilités d'une telle augmentation de production, notamment au Venezuela, un pays qui a intensifié ces dernières années ses relations avec l'Iran, selon le journal espagnol El Pais.

Les diplomates de plusieurs ambassades des Etats-Unis en Amérique latine estiment, selon ces câbles, que "les rumeurs sur l'uranium ne doivent pas être dédaignées" dans ces pays sud-américains, notamment au Venezuela. Dans leurs câbles, les diplomates américains expliquent que les liens croissants entre le Venezuela et l'Iran sont fondés principalement sur des "raisons idéologiques", le président vénézuélien Hugo Chavez et son homologue iranien Mahmoud Ahmadinejad ayant des "discours anti-américains".

Cependant, les ambassadeurs expliquent que les réserves d'uranium n'ont pas encore été prouvées au Venezuela. Selon eux, le pays n'a par ailleurs pas de scientifiques avec lesquels mener un programme nucléaire. L'ambassade des Etats-Unis à Caracas a néanmoins informé de la présence de 57 techniciens iraniens "qui ont travaillé dans des organismes liés aux mines et à la géologie".

Elle a également cité l'existence d'études géologiques menées avec l'aide de l'Iran et d'anciens rapports mentionnant la présence d'uranium dans plusieurs zones du pays.

En Bolivie, un allié du Venezuela dans la région, le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, a évoqué la taille « disproportionnée » de la mission diplomatique iranienne à La Paz, possible symptôme de l'intérêt de Téhéran pour les "réserves d'uranium" boliviennes, selon un câble.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19